



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**
11 Laurier St. / 11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Consultant Services Division/Division des services
d'experts-conseils
11 Laurier St./11 Rue Laurier
3C2, Place du Portage
Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Édifice commémoratif de l'Ouest	
Solicitation No. - N° de l'invitation EH900-173222/A	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client 20173222	Date 2017-09-22
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FE-172-73224	
File No. - N° de dossier fe172.EH900-173222	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-09-28	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Boujenoui(fe172), Nabil	Buyer Id - Id de l'acheteur fe172
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4905 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: West Memorial Building, Ottawa, Ontario	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Les changements suivants à la présente demande de propositions documents sont en vigueur immédiatement. Cette modification fera partie des documents contractuels.

Cette modification est émise pour modifier ce qui suit:

POINT 001: CS1 Exigences relative à la sécurité

Supprimer: CS1 Exigences relative à la sécurité dans son intégralité, paragraphe 3.

Remplacer par:

3. L'expert-conseil et les sous expert-conseils doivent être dans un des pays avec lesquels le Canada a conclu une entente en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational, ou qui posséderont un tel instrument avec le Canada avant la fin de la période de soumission. Le programme de sécurité des contrats (PSC) à des ententes en matière de sécurité industrielle, protocole d'entente bilatéral ou multinational industrielle avec les pays mentionnés au site suivant de SPAC: <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>.

Tous les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ fournis à l'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doivent être protégés comme suit:

1. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat/du contrat de sous-traitance, détenir une Attestation de sécurité d'installation valide, délivrée par l'autorité nationale de la sécurité (ANS) ou l'autorité désignée en matière de sécurité (ADS) de SECRET, d'un niveau équivalent à SECRET, et posséder une Cote de protection de documents de niveau SECRET.
2. Dans l'éventualité du retrait de la partie destinataire ou à la fin du contrat/du contrat de sous-traitance, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ fournis ou produits en vertu du présent contrat/du contrat de sous-traitance continueront d'être protégés, conformément aux politiques nationales du pays du fournisseurs.
3. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire assurera une protection des renseignements et des biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'administration nationale de sécurité

(ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du pays du fournisseurs.

4. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doit attribuer à tous les renseignements et biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ qui lui sont fournis par le gouvernement du Canada en vertu du présent contrat/du contrat de sous-traitance la cote de sécurité équivalente utilisée par du pays du fournisseurs, conformément aux politiques nationales du pays du fournisseurs.
5. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat/du contrat de sous-traitance veiller à ce que le transfert des renseignements et des biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ soit effectué conformément aux politiques nationales du pays du fournisseurs et aux dispositions du Protocole d'entente bilatérale sur la sécurité industrielle signé par du pays du fournisseurs et le Canada.
6. À la fin des travaux, l'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doit restituer au gouvernement du Canada, par l'entremise des circuits officiels, tous les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ qu'il aura reçu ou produit en vertu du présent contrat/du contrat de sous-traitance, y compris tous les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ remis à ses sous-traitants ou produits par eux.
7. Les renseignements et les biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ doivent être divulgués uniquement aux membres du personnel de l'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire qui en ont besoin pour exécuter le contrat/du contrat de sous-traitance et qui sont titulaires d'une Attestation de sécurité du personnel de niveau SECRET, accordée par l'administration nationale de sécurité (ANS) ou par l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du pays du fournisseurs, conformément aux politiques nationales du pays du fournisseurs.
8. Les renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ fournis ou produits dans le cadre du présent contrat/du contrat de sous-traitance ne doivent pas être remis à un autre sous-traitant étranger destinataire, sauf dans les cas suivants:
 - a. l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) de l'autre sous-traitant étranger destinataire atteste par écrit que ce dernier a obtenu l'approbation d'accès aux renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ par l'intermédiaire de son ANS ou de son ADS;
 - b. l'ANS ou l'ADS du pays du fournisseurs donne son autorisation écrite lorsque l'autre sous-traitant destinataire étranger est situé dans un autre pays.
9. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) concernée, conformément aux politiques nationales du pays du fournisseurs.
10. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire NE DOIT PAS utiliser ses systèmes de technologie de l'information pour traiter, produire ou

conserver dans un système informatique des renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ avant que l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du pays du fournisseur lui en donne le droit. Une fois que l'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire a reçu cette approbation écrite, il peut effectuer ces tâches jusqu'au niveau SECRET.

11. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements /biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du contrat/du contrat de sous-traitance sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS du Canada.
12. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire visitant des sites gouvernementaux ou industriels canadiens dans le cadre du contrat doit soumettre une demande de visite à l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du Canada, par l'entremise de son administration nationale de la sécurité (ANS) ou son administration désignée en matière de sécurité (ADS).
13. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadienne tous les cas pour lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ obtenus dans le cadre du présent contrat/du contrat de sous-traitance ont été compromis.
14. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doit immédiatement signaler à son administration nationale de la sécurité (ANS) ou à son administration désignée en matière de sécurité (ADS) tous les cas dans lesquels il sait ou il a lieu de croire que des renseignements /biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ fournis ou produits par l'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire conformément au présent contrat/du contrat de sous-traitance ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.
15. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau CANADA CLASSIFIÉ à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'intermédiaire de l'administration nationale de la sécurité (ANS) ou de l'administration désignée en matière de sécurité (ADS) du destinataire.
16. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doit respecter les dispositions énoncées dans le protocole d'entente bilatéral en matière de sécurité industrielle et un protocole d'entente bilatéral ou multinational conclu entre le pays du fournisseur et le Canada pour déterminer les niveaux d'équivalence.
17. L'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe E.
18. Si l'expert-conseil et les sous expert-conseils étranger destinataire est choisi comme fournisseur dans le cadre de ce contrat, des clauses de sécurité propres à son pays seront établies et mises en œuvre par l'ADS canadienne; ces clauses

seront fournies à l'autorité contractante du gouvernement du Canada, afin de respecter les dispositions de sécurité relatives aux équivalences établies par l'ADS canadienne.

FIN DU POINT 001

POINT 002: Annexe C – Formulaire de proposition de prix

Supprimer: Annexe C – Formulaire de proposition de prix dans son intégralité

Remplacer par:

ANNEXE C — FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

DIRECTIVES : Veuillez remplir ce Formulaire de proposition de prix et le présenter dans une **enveloppe distincte scellée** sur laquelle vous aurez dactylographié le nom du proposant, le nom du projet, le numéro de l'invitation de TPSGC et la mention « FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX ». Les propositions de prix ne doivent pas comprendre les taxes applicables.

LE PROPOSANT NE DOIT PAS MODIFIER LE FORMULAIRE.

Titre du projet : Projet de réhabilitation de l'Édifice commémoratif de l'Ouest

Nom du proposant :

Les éléments suivants feront partie intégrante du processus d'évaluation :

1. SERVICES REQUIS

SERVICES REQUIS - Les « services requis » sont indiqués dans l'énoncé du projet et dans les documents RFP; représentant tous les services et produits livrables à achever, SR 1 - Gestion de la conception, SR 2 - Avant-projet SR 3 - Conception schématique, SR 4 - Élaboration de la conception, SR 5 - Documentation de la construction, SR 8 Mise en service (à l'appui des sections SR 1 à SR 5), SR 9 - Échéancier et planification des coûts (à l'appui des sections SR 1 à SR 5), SR 10 - Planification des délais (à l'appui des sections SR 1 à SR 5) et SR 12 - Documents bilingues (à l'appui des sections SR 1 à SR 5).

HONORAIRES FIXES (R1230D (2016-01-28), CG 5 – Modalités de paiement – Services d'architecture et/ou de génie), pour les services requis sont les suivants :

SERVICES REQUIS	HONORAIRES FIXES
SR 1 Gestion de la conception	.....\$ a)
SR 2 Avant-projet	.....\$ b)
SR 3 Conception schématique	.....\$ c)
SR 4 Élaboration de la conception	.....\$ d)
SR5 Documents de construction	.....\$ e)
SR 8 Mise en service (à l'appui des sections SR 1 à SR 5)	.....\$ f)
SR 9 Échéancier et planification des coûts (à l'appui des sections SR 1 à SR 5)	..... \$ (g)
SR 10 Échéancier et planification des coûts (à l'appui des sections SR 1 à SR 5)	.....\$ (h)
SR 12 Documents bilingues (à l'appui des sections SR 1 à SR 5)	.....\$ i)
<u>TOTAL DES HONORAIRES FIXES POUR LES SERVICES REQUIS (somme de (a)-(i)) ci-dessus</u>	.....\$ (1)

Par souci de clarté, le renoncement aux HONORAIRES FIXES pour les services requis comprend, sans s'y limiter, tous les coûts connexes.

ANNEXE C - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX (SUITE)

2. SERVICES REQUIS OPTIONNELS

Les « services requis optionnels » sont indiqués dans l'énoncé du projet et dans les documents RFP, représentant tous les services et produits livrables à achever, SR 6 - Soumission de la construction, SR 7 - Administration de la construction et du contrat SR 8 - Mise en service (à l'appui des sections SR 6 à SR 7), SR 9 - Échéancier et planification des coûts (à l'appui des sections SR 6 à SR 8), SR 10 - Planification des délais (à l'appui des sections SR 6 à SR 8), SR 11 - Services permanents sur place et SR 12 - Documents bilingues (à l'appui des sections SR 6 à SR 7).

HONORAIRES POUR SERVICES REQUIS OPTIONNELS:

A. HONORAIRES FIXES (R1230D (2016-01-28), CG 5 – Modalités de paiement – Services d'architecture et/ou de génie), pour les services requis optionnels sont les suivants :

SERVICES REQUIS OPTIONNELS	HONORAIRES FIXES
SR 6 Soumission de la construction	.....\$ a)
SR 7 Administration de la construction et du contrat	.....\$ b)
SR 8 - Mise en service (à l'appui des sections SR 6 à SR 7)	.....\$ c)
SR 9 Échéancier et planification des coûts (à l'appui des sections SR 6 à SR 8)	.....\$ d)
SR 10 Échéancier et planification des coûts (à l'appui des sections SR 6 à SR 8)	.....\$ e)
SR 12 Documents bilingues (à l'appui des sections SR 6 à SR 7)	<u>.....\$ f)</u>
<u>TOTAL DES HONORAIRES FIXES POUR LES SERVICES REQUIS OPTIONNELS (somme de (a)-(f) ci-dessus</u>	..... \$ (2)

Par souci de clarté, le renoncement aux HONORAIRES FIXES pour les services requis optionnels comprennent, sans s'y limiter, tous les coûts connexes et

ANNEXE C - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX (SUITE)

B. HONORAIRES FONDÉS SUR LE TEMPS [R1230D (2016-01-28), CG5 – Modalités de paiement – Services d'architecture et/ou de génie] pour SR 11 - Services résidentiels sont les suivants :

SR 11 – Services permanents sur le chantier	HEURES* (Colonne A)	TAUX HORAIRES** (Colonne B)	HONORAIRES FONDÉS SUR LE TEMPS (Colonne A × colonne B)
Représentant permanent principal de chantier (Architecte principal) selon le calcul de 40 heures par semaine × 180 semaines	7 200	..... \$	..... \$ a)
Adjoint au représentant permanent principal de chantier selon le calcul de 40 heures par semaine × 180 semaines	7 200	..... \$	<u>.....</u> \$ (b)
TOTAL DES HONORAIRES FONDÉS SUR LE TEMPS POUR SR 11 (somme de (a) et (b))			..... \$ (3)

Le tarif horaire proposé doit être égal ou supérieur au tarif horaire prévu pour les postes énumérés ensuite. Par exemple, le tarif horaire du représentant permanent principal de chantier ne peut être inférieur au tarif horaire de l'adjoint du représentant permanent principal de chantier.

*Les heures indiquées dans la colonne A sont fournies aux fins d'évaluation des soumissions et ne représentent aucune heure ou heures estimées associées au projet. Par souci de clarté, le paiement sera fondé sur les taux horaires de la colonne B et sera versé en fonction du nombre d'heures réellement travaillées.

**Ce taux horaire tout compris s'applique tant aux heures normales de travail qu'à tout autre travail par postes incluant les fins de semaine et en dehors des heures normales, au besoin. Par souci de clarté, les temps et/ou frais de déplacement ne seront pas remboursés séparément. [Se reporter à R1230D (2016-01-28), GC 5.12 – Débours.]

Les quantités et les catégories de personnel présentées dans le tableau ci-dessus sont fournies aux fins d'évaluation seulement et ne doivent pas être interprétées par le soumissionnaire comme un engagement du Canada pour quelque nombre de jours que ce soit.

TOTAL DES HONORAIRES POUR SERVICES REQUIS OPTIONNELS
(somme de 2 et 3)

..... \$

ANNEXE C - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX (SUITE)

3. SERVICES ADDITIONNELS

SERVICES ADDITIONNELS – au besoin

LES TAUX HORAIRES FERMES (R1230D (2016-01-28), GC 5 – Modalités de paiement – Services d'architecture et/ou de génie) pour les services additionnels doivent être assujettis à l'indexation, en se fondant sur les taux horaires suivants du proposant pour les membres du personnel de celui-ci (y compris les coûts salariaux, les coûts indirects et les profits) :

Pour chacune des disciplines listées (supérieur, intermédiaire et subalterne) ci-dessous, pour assurer qu'on déposera des tarifs horaires équitables et concurrentiels pour chacun des postes énumérés, on devra respecter rigoureusement l'exigence suivante : les proposants doivent offrir un tarif horaire pour chaque poste énuméré. Si l'entreprise comprend moins d'employés que ceux qui sont inscrits dans la liste, on doit fournir un tarif horaire correspondant à chaque poste énuméré. Le tarif horaire proposé doit être égal ou supérieur au tarif horaire prévu pour les postes énumérés ensuite. Par exemple, si l'entreprise n'a pas de personnel intermédiaire, le tarif horaire prévu doit être égal ou supérieur au tarif horaire indiqué pour le personnel subalterne. Le tarif horaire pour n'importe quelle catégorie de personnel ne peut être 0\$ ou une valeur nulle. À défaut d'indiquer un tarif horaire pour chaque poste énuméré, votre proposition sera jugée irrecevable.

MEMBRES DU PERSONNEL DU PROPOSANT		HEURES * (colonne A)	TAUX HORAIRE** (colonne B)	TOTAL (Colonne A × colonne B)
Responsables				
1.	Responsable principal	400	..... \$	..... \$(a)
2.	Architecte principal de projet	400	..... \$	..... \$(b)
3.	Architecte principal en conservation du patrimoine	400	..... \$	..... \$(c)
4.	Ingénieur en structures principal	400	..... \$	..... \$(d)
5.	Ingénieur en mécanique principal	400	..... \$	..... \$(e)
6.	Ingénieur électricien principal	400	..... \$	..... \$(f)
7.	Ingénieur civil principal	400	..... \$	..... \$(g)

8.	Architecte paysagiste principal	400	..... \$	..... \$(h)
Personnel				
1.	Personnel en architecture (niveau supérieur)	500	..... \$	..... \$(i)
2.	Personnel en architecture (niveau intermédiaire)	1 000	..... \$	..... \$(j)
3.	Personnel en architecture (niveau subalterne)	1 000 \$ \$
4.	Spécialiste de l'enveloppe de bâtiment	400	..... \$	..... \$(l)
5.	Spécialiste de la conception durable	400	..... \$	..... \$(m)
6.	Spécialiste du contrôle de la qualité	400	..... \$	..... \$(n)
7.	Rédacteur de devis	400	..... \$	..... \$(o)
8.	Représentant de chantier et administrateur des contrats	1 000	..... \$	..... \$(p)
9.	Spécialiste des coûts	400	..... \$	..... \$(q)
10.	Spécialiste de l'ordonnancement	400	..... \$	..... \$(r)
11.	Expert-conseil des codes et de la sécurité des personnes	400	..... \$	..... \$(s)
12.	Expert-conseil en sécurité	400	..... \$	..... \$(t)
13.	Spécialiste de la modélisation des données du bâtiment	400	..... \$	..... \$(u)
Conservation du patrimoine				
1.	Membre du personnel principal de la conservation du patrimoine	600	..... \$	..... \$(v)
2.	Membre du personnel intermédiaire de la conservation du patrimoine	600	..... \$	..... \$(w)
3.	Membre du personnel subalterne de la conservation du patrimoine	1 000	..... \$	..... \$(x)
Structure				
1.	Ingénieur principal de structure	500	..... \$	..... \$(y)
2.	Ingénieur intermédiaire de structure	800	..... \$	..... \$(z)
3.	Ingénieur de structures subalterne	800	..... \$	..... \$(aa)
4.	Technologue	1 200	..... \$	..... \$(bb)

Mécanique				
1.	Ingénieur principal en mécanique	500	..... \$	..... \$(cc)
2.	Ingénieur intermédiaire en mécanique	800	..... \$	..... \$(dd)
3.	Ingénieur en mécanique subalterne	800	..... \$	..... \$(ee)
4.	Technologue en mécanique	1 200	..... \$	..... \$(ff)
5.	Spécialiste de la mise en service	500	..... \$	..... \$(gg)
Électricité				
1.	Ingénieur électricien principal	500	..... \$	..... \$(hh)
2.	Ingénieur électricien intermédiaire	800	..... \$	..... \$(ii)
3.	Ingénieur électricien subalterne	800	..... \$	..... \$(jj)
4.	Technologue en électricité	1 200	..... \$	..... \$(kk)
5.	Spécialiste de la mise en service	500	..... \$	..... \$(ll)
Chantier/génie civil				
1.	Ingénieur civil sénior	800	..... \$	..... \$(mm)
2.	Ingénieur intermédiaire civil	800	..... \$	..... \$(nn)
3.	Ingénieur civil subalterne	1 200	..... \$	..... \$(oo)
4.	Architecte-paysagiste principal	400	..... \$	..... \$(pp)
5.	Architecte-paysagiste intermédiaire (pp)	400	..... \$	..... \$(qq)
6.	Architecte-paysagiste subalterne	800	..... \$	..... \$(rr)
Design d'intérieur				
1.	Architecte d'intérieur principal	300	..... \$	..... \$(ss)
2.	Architecte d'intérieur intermédiaire	600	..... \$	..... \$(tt)
3.	Designer d'intérieur subalterne	1 000	..... \$	..... \$(uu)

Technologie de l'information				
1.	Spécialiste principal	300	..... \$	..... \$(vv)
2.	Spécialiste intermédiaire	600	..... \$	..... \$(ww)
3.	Spécialiste subalterne	1 000	..... \$	<u>..... \$(xx)</u>
<u>TOTAL DES HONORAIRES POUR SERVICES ADDITIONNELS (somme de (a) à (xx))</u>				..... \$(4)

*Les heures indiquées dans la colonne A sont fournies aux fins d'évaluation des soumissions et ne représentent aucune heure ou heures estimées associées au projet. **Les nombres et les catégories des membres du personnel énumérés dans le tableau ci-dessus servent aux fins d'évaluation seulement et ne doivent pas être interprétés comme un engagement de la part du Canada à solliciter les services supplémentaires de n'importe quel membre du personnel pendant tout nombre de jours quel qu'il soit. Par souci de clarté, le paiement sera fondé sur les taux horaires de la colonne B et sera versé en fonction du nombre d'heures réellement travaillées, le cas échéant.

**Ce taux horaire tout compris s'applique tant aux heures normales de travail qu'à tout autre travail par postes incluant les fins de semaine et en dehors des heures normales, au besoin. Par souci de clarté, les temps et/ou frais de déplacement ne seront pas remboursés séparément. [Se reporter à R1230D (2016-01-28), GC 5.12 – Débours.]

Les taux horaires fermes qui sont décrits dans le Tableau des services supplémentaires (annexe C) seront rajustés (l'« **Indice** ») tous les ans, à la date du début de chaque nouvelle année du contrat (commençant à l'an deux du contrat), par le montant établi d'après la moyenne annuelle de l'augmentation (diminution) en pourcentage des indices mensuels de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, Indice d'ensemble (sans ajustement saisonnier), publiés dans le catalogue de Statistique Canada n° 62-001-X, Tableau 5, pour la période de 12 mois s'achevant 3 mois avant la date de début de la nouvelle année du contrat.

Aux fins de clarté, si la date de début du contrat était le 10 avril 2018, alors au début de l'année contractuelle 2 (c.-à-d. le 10 avril 2019), les taux de l'année contractuelle 1, tel qu'ils sont indiqués dans le Tableau des services supplémentaires (annexe C), seraient augmentés de 1,3 %, augmentation fondée sur les hypothèses suivantes :

% de changement mensuel de l'indice des prix à la consommation		
Février	2018	1,1 %
Mars	2018	1,2 %
Avril	2018	40,9 %

ANNEXE C - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX (SUITE)

Mai	2018	0,9 %
Juin	2018	1,1 %
Juillet	2018	1,0 %
Août	2018	1,4 %
Septembre	2018	1,6 %
Octobre	2018	1,6 %
Novembre	2018	1,7 %
Décembre	2018	1,5 %
Janvier	2019	<u>1,7 %</u>
		15,7 % ÷ 12 = 1,3 %

De plus, pour déterminer les taux de l'année contractuelle 3, les taux de l'année contractuelle 2 ci-dessus calculés seraient rajustés en utilisant le même tableau de Statistique Canada et la même formule avec des données pour la période de 12 mois de février 2018 à janvier 2020.

4. COÛT TOTAL DES SERVICES POUR FINS D'ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

Toute erreur d'addition ou de multiplication des montants indiqués dans le formulaire de proposition de prix aux sections (1), (2), (3), et (4) ci-dessus sera corrigée par le Canada afin d'obtenir le montant des honoraires total. En cas d'erreur dans la multiplication ou l'addition des prix, le prix unitaire, tel que calculé par le Canada, sera prépondérant.

COÛT TOTAL DES SERVICES POUR FINS D'ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

Total des honoraires pour les services requis	.....	\$ (1)
Total des honoraires pour services requis optionnels	.....	\$ (somme (2) et (3))
Total des honoraires pour services additionnels	<u>.....</u>	<u>\$ (4)</u>
Total des honoraires évalués (somme de (1), (2), (3) et (4))	.....	\$

ANNEXE C - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX (SUITE)

Les éléments suivants NE feront PAS partie intégrante du processus d'évaluation.

DÉBOURS

Nonobstant toute disposition contraire de la présente DP (qui comprend sans limitation Débours, GC 5.12), aucun débours ne doit être payé au-delà des montants suivants :

DÉBOURS	PAIEMENT MAXIMUM
Coûts de reproduction et de livraison de documents techniques en sus de ceux précisés dans l'énoncé de projet, engagés avec l'approbation et l'autorisation préalables du représentant du Ministère	50 000 \$
Documents bilingues (au-delà des services indiqués dans la DP)	20 000 \$
Enquêtes, essais et inspections des matériaux (se reporter à la stratégie de ressourcement 2.3)	150 000 \$
Autres débours	<u>50 000 \$</u>
MONTANT MAXIMUM DES DÉBOURS	<u>270 000 \$</u>

Par souci de clarté, les débours ne doivent pas comprendre la marge bénéficiaire ou le profit, et ne doivent pas être payés, à moins que l'expert-conseil assume le besoin des factures ou des reçus. Le Canada ne paiera pas plus tel qu'il est précisé dans la clause R1230D (2016-01-28), GC 5 – Modalités de paiement – Services d'architecture et/ou de génie, section GC 5.12 – Débours.

FIN DU FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

FIN DU POINT 002

Les questions et réponses suivantes font suite à des demandes de renseignements reçues concernant la présente invitation à soumissionner.

Question 31)

Les sous-experts-conseils sont-ils autorisés à soumettre avec plus d'un expert-conseil principal/architecte?

Réponse 31)

Consultez la clause R1110T Instructions générales — Services d'architecture et/ou de génie — Demande de propositions en deux phases — article IG9, « Limite quant au nombre de propositions », paragraphe 3.

Question 32)

Pour les deux projets, les proposants doivent clairement démontrer leur expérience en lien avec les éléments énoncés aux points a) à h).

En ce qui a trait aux experts-conseils en architecture d'intérieure, les éléments énoncés aux points a) à h) n'ont aucun lien avec l'aménagement intérieur, exception faite, dans une infime mesure, des services de conservation du patrimoine et du système LEED.

Serait-il possible de fournir d'autres conditions préalables pour cette discipline en ce qui a trait à la portée des travaux dans le cadre de ce projet (p. ex. mobilier, expérience liée au milieu de travail 2.0 relativement aux bureaux et aux locaux à usage particulier, locaux transitoires et programmes).

Réponse 32)

Veuillez-vous reporter à la section 3.2.2, Réalisations des principaux sous-experts-conseils et spécialistes dans le cadre des projets (EPEP 3, Exigences de présentation et évaluation).

Le proposant doit décrire les réalisations et l'expérience des sous-experts-conseils principaux ou spécialistes, soit à titre d'expert-conseil principal, soit à titre de sous-expert-conseil, dans le cadre de deux (2) projets par le sous-expert-conseil ou le spécialiste principal comparables et pertinents au projet décrit dans l'énoncé de projet pour ce qui est de la portée, de l'échelle et de la complexité des travaux.

Question 33)

Les architectes d'intérieur doivent-ils posséder une attestation de sécurité au niveau « Secret »? Ils ne figurent pas dans la liste de l'Annexe F.

Réponse 33)

Non, les architectes d'intérieur doivent posséder une attestation de sécurité au niveau « Fiabilité ». Veuillez-vous reporter au Guide de classification de la sécurité à l'Annexe E.

Question 34)

À la suite de la publication de la modification n° 8, nous nous posons la question suivante concernant la section 3.2.2, Réalisations des principaux sous-experts et spécialistes dans le cadre des projets :

Q. Si notre équipe est composée de deux cabinets d'architectes en conservation, devons-nous présenter deux (2) projets par entreprise OU deux (2) projets en tout pour cette spécialité (p. ex. un projet par cabinet entreprise)?

Réponse 34)

Pour une spécialité donnée, en ce qui a trait au sous-expert-conseil principal, deux projets doivent être présentés en tout si l'équipe est composée de deux entreprises.

Question 35)

Alors qu'à l'addenda 7, Q/R 25, il est mentionné que nous devons présenter les projets des sous-traitants par discipline, l'addenda 8 parle plutôt de 2 projets par sous-traitant ou spécialiste. Si nous nous basons exclusivement sur l'addenda 8, un sous-traitant couvrant plusieurs disciplines (ex. : électricité, mécanique, sécurité) devrait présenter uniquement 2 projets au total, mais notre lecture de l'addenda 7 nous indique qu'il faudrait présenter 2 projets par discipline indiquée à l'EPEP 3.1.2 « Principaux sous-experts-conseils/spécialistes » (ex. : 2 en électricité, 2 en mécanique, 2 en sécurité, etc.).

Réponse 35)

Les projets peuvent être les mêmes ou différents, l'information fournie dans la description des projets doit être reliée à la discipline.

Question 36)

Si l'un de nos sous-expert-conseil n'a pas une cote de sécurité d'installation valide, mais tous ses membres clés de l'équipe possèdent leur autorisation de personnel, est-il possible pour le sous-expert-conseil de faire 100% de son travail dans le bureau de l'architecte qui a une cote de sécurité d'installation valide?

Réponse 36)

Reportez-vous à IP6 et EPEP 3.1.5 pour une liste de tous les sous-expert-conseils nécessitant une côte de sécurité d'installation secret à la clôture des soumissions.